

Déclaration sur le 4^e anniversaire du coup d'Etat de 2014 en Thaïlande

lundi 14 mai 2018, par [DITAPICHAJ Jaran](#) (Date de rédaction antérieure : 13 mai 2018).

Le 22 mai 2018 est le quatrième anniversaire du coup d'Etat qui a installé une dictature militaire au pouvoir en Thaïlande. Au cours de cette période de quatre ans, la situation des droits de l'homme en Thaïlande a continué de se détériorer. La junte a mis en place une nouvelle constitution et a imposé un plan militaire national de 20 ans, qui écrase la démocratie et renforce le contrôle autoritaire des organes institutionnels désignés par le régime militaire. Son régime est plus dictatorial depuis que le Roi Vajiralongkorn a été intronisé le 1^{er} décembre 2016 en tant que Roi Rama X de la dynastie de Chakri. Depuis cette date, il devient de plus en plus évident que la Thaïlande s'achemine de plus en plus vers un retour à la monarchie absolue. La Thaïlande a maintenant un monarque très énergique qui s'emploie à consolider le pouvoir royal, et à s'imposer face au pouvoir exécutif et législatif.

Au cours des quatre dernières années, le gouvernement de la junte, dirigé par le général Prayuth Chan-ocha, continue d'utiliser l'article autoritaire 44 de la constitution militaire intérimaire, ignorant la primauté du droit et la régularité de la procédure. L'article 44 est un outil favori du régime et est souvent utilisé comme un moyen d'oppression pour faire respecter rapidement les pouvoirs législatifs, administratifs et judiciaires. La loi sur la lésé majesté, article 112, est largement appliquée, les autorités du régime continuent d'arrêter, persécuter et emprisonner les activistes de la démocratie, y compris les dirigeants du Front uni pour la démocratie contre la dictature. Les dirigeants étudiants qui ont pris part aux manifestations anti-coup d'État, les avocats des droits de l'homme et d'autres ont été inculpés par les tribunaux militaires et civils. L'ancienne Premier ministre Yingluck Shinawatra a été contrainte de quitter la Thaïlande du fait d'une persécution illégale sans relâche de la part du régime militaire dictatorial.

Je voudrais souligner que la Thaïlande recule en ce qui concerne les libertés politiques, sociales et économiques. Le conflit principal entre les groupes royalistes autoritaires et pro-démocratie, en cours depuis plus de 10 ans, continuera, et il semble probable que les militaires utiliseront cette division comme une excuse pour étendre leurs pouvoirs. Finalement, il ne serait pas surprenant que les élections générales promises soient retardées de nouveau jusqu'en 2019.

Depuis le renversement du gouvernement élu en 2014, la junte militaire thaïlandaise et le Premier ministre général Prayuth Chan-ocha ont utilisé à plusieurs reprises un mélange familier de fausses promesses et des mensonges purs et simples pour réprimer le droit du peuple thaïlandais à un vote démocratique. L'Assemblée législative nationale, l'organe parlementaire thaïlandais nommé par la junte, a voté le 25 janvier pour reporter l'élection de 90 jours après sa promulgation dans la gazette officielle. Cela signifierait un vote à la fin de février 2019, mais les observateurs pensent que cela peut aussi être reporté. Les élections ont été promises pour la première fois en 2015, mais elles ont été retardées au moment où la junte a réécrit la constitution de la nation, ce qui a renforcé l'emprise de l'armée sur les institutions politiques thaïlandaises.

La principale raison de retarder l'élection générale est que la Junte et l'élite du pays, voire même une majorité de la classe moyenne thaïlandaise, ne croient plus en la démocratie. En termes tactiques, l'avantage de retarder les élections est simple : cela donne plus de temps à la junte pour comprendre comment conserver le pouvoir au-delà de 2019. Cependant, le mécontentement public

augmente contre la junte, le peuple thaïlandais en ayant marre des mensonges constants et de la corruption. Fin janvier et février, plus d'un millier de militants pro-démocratie se sont rassemblés dans une rare manifestation de dissidence pour protester contre le régime autoritaire. Considérant les derniers développements, les manifestations des mois de janvier - avril , la junte a émis des accusations criminelles contre plus de 100 dirigeants activistes.

Thai Overseas for Democracy appelle la communauté internationale à exiger que la junte tienne sa promesse en organisant des élections en novembre 2018. Enfin, je demande aux communautés internationales de continuer à suivre de près la Thaïlande et à faire pression sur le régime pour qu'il se conforme à la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont la Thaïlande est signataire.

Jaran Ditapichai

Coordinateur de Thai Overseas for Democracy,

Ancien Commissaire national aux droits de l'homme, Thaïlande
